

M. Orange: Vous devriez voir tous les rapports qui existent sur le Nord.

L'hon. M. Stanfield: Je ne dis pas que le gouvernement n'a rien fait, mais qu'il n'a fait presque rien. Indépendamment des autres questions qu'il fait surgir, le pipeline transalaskien a donné lieu à beaucoup de travaux. Voilà assurément une occasion, et je le dis en toute sincérité, pour le gouvernement canadien d'envoyer des observateurs apprendre de première main quels sont certains des problèmes inhérents à un aussi important projet, projet d'un genre qu'il nous faudra probablement entreprendre à l'avenir, peut-être assez prochainement. On aurait, je crois, fait bon accueil aux observateurs. C'est l'impression que j'ai eue lorsque je suis allé en Alaska le mois dernier. On n'a cependant envoyé personne. Pourquoi? Je n'en sais rien.

L'Université de l'Alaska à Fairbanks s'intéresse beaucoup aux études sur le Nord et sur l'Arctique. Elle compte un certain nombre d'étudiants canadiens, mais rien n'indique que le gouvernement du Canada s'intéresse à ce qui s'y passe.

L'hon. M. Côté: Nous en savons davantage.

L'hon. M. Stanfield: Le ministre prétend que nous en savons davantage. Permettez-moi de lui dire que, même si je ne suis pas une autorité en la matière, j'ai été fort impressionné par la compétence des gens que j'ai rencontrés à l'Université de l'Alaska.

M. Orange: Et les universités du Canada et le travail qu'elles accomplissent?

L'hon. M. Stanfield: Je m'en tiens au fait qu'on ne s'est pas suffisamment intéressé aux recherches qui se font dans le cadre de l'aménagement du pipe-line transalaskien. Aussi, les rapports avec l'Université de l'Alaska ont été bien insuffisants. Un accord avec la Russie prévoit un certain intérêt envers le Nord. Je m'en réjouis. J'ai visité la Russie l'été dernier. De toute évidence, il fallait exhorter le Canada à le faire. Je suis heureux de cette réalisation, mais nous avons négligé des sources de renseignements bien proches de nous. Ce qui prouve encore une fois le manque de prévoyance ou l'indifférence du gouvernement. Il s'agit, à mon avis, d'un manque de prévoyance. Le gouvernement s'est obstinément refusé à mettre au point une stratégie complète de l'expansion du Nord. Pareille attitude ne se pardonne pas facilement.

Je ne dis pas que le gouvernement devrait prévoir la prise en charge de l'économie du Nord. Je dis que le gouvernement fédéral a l'énorme responsabilité du pays et des devoirs envers lui. Il doit en encourager l'exploitation rationnelle et protéger l'environnement. Nous devons explorer activement les possibilités d'aménager des systèmes routiers. Le député d'Edmonton-Strathcona a signalé les recherches qui se poursuivent au sujet de certains aspects du transport. C'est une excellente chose, mais nous devons aller beaucoup plus loin. Nous devons veiller au développement et à l'expansion des installations aux aéroports. Nous devons nous rendre compte de ce qui est possible et souhaitable.

Les gouvernements progressistes conservateurs précédents avaient pris certaines initiatives dans ce domaine. Comme on l'a fait remarquer, le programme de routes d'accès aux ressources avait alors été ridiculisé par les

députés de l'opposition. Heureusement, ils n'ont pu faire obstacle à sa réalisation, mais ils affirment nettement maintenant qu'ils n'ont pas du tout l'intention de participer à la mise en œuvre d'une politique unifiée en matière de transport.

• (4.40 p.m.)

Le député d'Edmonton-Strathcona a parlé de l'aide du gouvernement dans le Nord. Ce n'est pas l'impression que j'ai eue lors d'entretiens échangés avec ceux qui s'occupent activement de la mise en valeur du Nord. Ils se plaignaient beaucoup de l'inefficacité du gouvernement surtout en ce qui concerne une politique de transports appropriée. Dans ce domaine, comme en d'autres, nous devons prévoir un programme qui protège le Nord et assure de meilleurs moyens de communication avec le sud du pays. L'absence d'un tel programme est symptomatique de l'absence générale de politiques à long terme du gouvernement. Il n'a pas su formuler de programmes pour aider l'économie des régions du sud et du centre du Canada. Comment pourrions-nous donc nous attendre à ce qu'il fasse mieux dans le Nord? Il n'assure pas la protection de l'environnement des côtes de la Colombie-Britannique menacées par des marées noires éventuelles en provenance des pétroliers de l'Alaska. Comment pouvons-nous nous attendre à de meilleurs résultats dans le Nord? Ses politiques laissent à désirer dans toutes les sphères d'activité et dans toutes les régions au pays. Ce n'est pas le moment de parler de disparités régionales, questions dont le premier ministre avait tant parlé il y a deux ou trois ans, si ce n'est pour dire qu'elles sont plus grandes aujourd'hui que jamais.

Nous avons décidé, au cours de ce débat, de mettre en relief la question de nos territoires du Nord, car nulle part ailleurs l'inefficacité du gouvernement est-elle plus flagrante et ses échecs plus désastreux.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Ce serait trop exiger du gouvernement que de lui demander de faire preuve de prévoyance dans le Nord, ou dans quoi que ce soit, je suppose. Je me contenterais d'un peu de bon sens et d'une lueur d'imagination, même si rien ne prouve que cela même pourrait se réaliser. Le gouvernement n'a même pas pris connaissance des renseignements qu'il lui était facile d'obtenir. Voilà pourquoi je demande aux députés présents d'appuyer notre motion, cet après-midi. En l'adoptant peut-être pourrions-nous forcer le gouvernement, par la crainte, à porter un peu plus d'attention à toute cette affaire, et la crainte est, après tout, parfois le commencement de la sagesse.

Des voix: Bravo!

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): C'est avec grand intérêt que j'ai suivi ce débat sur la mise en valeur du Nord. J'ai suivi avec un intérêt tout particulier le discours prononcé aujourd'hui par le ministre. A l'entendre, on pourrait penser que tout va pour le mieux et suivant les plans—que le gouvernement a la situation bien en main en ce qui concerne la mise en valeur du Grand Nord. J'ai aussi cru comprendre que lui et ses collègues entendent poursuivre la mise en valeur de cette région selon le schéma actuel, sans procéder à des modifications de quelque importance.